STATUTS DE SOCIETE COOPERATIVE DE CHANDOLIN

I. Nom, forme juridique et but

Art. 1 - Raison sociale et siège

Sous la raison sociale «Société coopérative de Chandolin» il est constitué, pour une durée illimitée, une société coopérative régie par les présents statuts, conformément au titre 29 du Code suisse des obligations (CO).

Son siège social est à Anniviers.

Art. 2 - But

La société coopérative réunit les habitant.e.s à l'année ainsi que les résident.e.s occasionnel.le.s de Chandolin dans le but de créer, de manière conviviale et participative, des infrastructures respectueuses d'un développement durable, telles un magasin, un café, un espace culturel voire même des logements.

Ses objectifs consistent à favoriser et à garantir les intérêts économiques de ses membres par la vente de biens et de services aux meilleures conditions du marché. Dans ses propositions, elle souhaite porter une attention particulière à la promotion de produits locaux de qualité ainsi qu'à une gestion rigoureuse des déchets.

La société pourra exécuter toutes opérations mobilières, immobilières et financières et conclure tout contrat propre à lui permettre d'atteindre son but. Elle pourra également mener d'autres activités ayant un rapport avec ses objectifs lui permettant de les développer, directement ou indirectement.

Pour la réalisation de ses objectifs, la société coopérative collabore avec les autorités compétentes ainsi qu'avec toutes les institutions désireuses de les soutenir.

Art.3 - Capital social

Le capital social de la société coopérative est variable.

Art. 4 - Parts sociales

Tout membre de la société coopérative doit acquérir au moins une part sociale nominative de Fr. 1'000.- (mille francs). Un sociétaire peut avoir plusieurs parts sociales.

Art. 5 - Registre des parts sociales

L'administration tient un registre des titulaires des parts sociales qui mentionne l'identité complète des sociétaires ainsi que leur domicile.

Les transferts de parts sociales s'effectueront selon les articles 8 à 10 des présents statuts et seront reportés sur le registre des parts sociales.

II. Acquisition de la qualité d'associé

Art. 6 - Conditions

Peut devenir membre de la société coopérative toute personne physique ou morale qui accepte les présents statuts, aux conditions suivantes :

- a) adresser une demande d'entrée écrite par laquelle elle s'engage à se soumettre aux statuts
- b) souscrire au moins une part sociale de Fr. 1'000.-.

Art. 7 - Procédure

La demande d'adhésion doit être adressée par écrit à l'administration de la société coopérative. S'il s'agit d'une personne juridique, les statuts et la liste des membres sont à joindre à la demande.

Le conseil d'administration décide sur l'admission (art. 840 al. 3 du CO). Elle peut rejeter la demande d'adhésion à la société coopérative sans indication des motifs.

L'admission décidée par le conseil d'administration est provisoire et ne deviendra définitive qu'après sa ratification par l'assemblée générale.

Art. 8 - Exception

En cas de décès d'un sociétaire, ses héritiers ou l'un d'eux sera, sur demande écrite, reconnu membre de la société à la place du défunt.

Dans l'hypothèse où la communauté des héritiers était reconnue membre, celle-ci devrait désigner un représentant.

Les dispositions prévues aux alinéas précédents sont également applicables dans le cas où les parts sociales étaient cédées à titre d'avancement d'hoirie par un sociétaire à ses héritiers.

Art. 9 - Transfert

La cession des parts sociales ne suffit pas à conférer à l'acquéreur la qualité de sociétaire. Celle-ci ne lui est attribuée que conformément aux articles 6 et 7 des statuts; demeure toutefois réservé l'art 8 ci-dessus.

La reprise par un sociétaire de parts sociales d'un ou plusieurs autres sociétaires est autorisée, mais doit être annoncée au conseil d'administration.

Art. 10 - Droits et obligations des membres

Par leur adhésion, ils acquièrent les droits et obligations qui leur reviennent comme sociétaires par la loi et les statuts, ainsi que le droit à d'éventuels avantages réservés aux membres de la société coopérative.

III. Perte de la qualité de sociétaire

Art. 11 - Démission

La démission peut être donnée en tout temps au conseil d'administration par lettre recommandée pour la fin d'un exercice annuel, moyennant six mois d'avertissement. Elle ne devient effective que trois mois après l'approbation des comptes de l'exercice en cours. Aucune indemnité n'est versée au démissionnaire.

Art. 12 - Exclusion

Le conseil d'administration peut prononcer l'exclusion d'un membre s'il porte un préjudice sérieux aux intérêts de la société ou s'il ne se conforme pas aux statuts et règlements, notamment s'il ne s'acquitte pas de ses obligations financières.

Le membre qui se voit être déchu de sa qualité d'associé par exclusion, perd son droit au remboursement de la part sociale mais peut néanmoins la céder à un tiers.

Art. 13 - Décès

La qualité de sociétaire s'éteint par le décès de l'associé (cf article 8), ou par la dissolution de la personne morale membre.

Art. 14 - Recours

La personne exclue peut recourir dans les vingt jours auprès de l'assemblée générale. Jusqu'à la décision de l'assemblée générale, le membre exclu jouit de ses droits de sociétaire et il a le droit d'exposer ses raisons personnellement auprès de l'assemblée générale qui décide en dernier ressort de son exclusion.

Art. 15 - Effets

La perte de la qualité de sociétaire par exclusion entraîne la perte de tout droit à la fortune sociale.

IV. Comptabilité et gestion financière

Art. 16 - Fortune sociale

La fortune sociale de la coopérative se compose :

- a) des parts sociales
- b) dons, fonds étrangers, subsides, amendes
- c) part du bénéfice d'exploitation
- d) du fonds de réserve.

Art. 17 - Parts sociales

La société émet des parts sociales d'une valeur nominale de Fr. 1'000.- (mille francs).

Art. 18 - Responsabilité

Les engagements de la société sont uniquement garantis par les avoirs sociaux. La responsabilité personnelle des associés est exclue.

Art. 19 - Bénéfice d'exploitation

Le 1/20 de l'éventuel bénéfice d'exploitation est à verser dans le fonds de la réserve légale jusqu'à ce qu'il atteigne le 1/5 du capital social, conformément à l'art. 860 du CO.

Le solde est à disposition de l'assemblée générale qui est habilitée soit à créer un fonds de réserve spécial, soit à distribuer aux titulaires de parts sociales un intérêt par part, au taux usuel du marché, et/ou à verser à chaque titulaire un montant calculé sur la base des achats faits par ce dernier durant l'exercice annuel.

Art. 20 - Exercice annuel

L'exercice annuel de la coopérative a une durée de douze mois, il commence le 1er décembre pour se terminer le 30 novembre de l'année suivante.

Le conseil d'administration doit mettre à disposition au siège de la société, dix jours avant l'assemblée générale, le bilan et les comptes annuels qui doivent être présentés selon les prescriptions légales, accompagnés du rapport des vérificateurs.

V. Organisation

Art. 21 - Organes

Les organes de la société coopérative sont :

- A) L'assemblée générale

- B) Le conseil d'administration (dit 'le comité')
- C) L'organe de révision

A) L'assemblée générale

Art. 22 - Composition

L'assemblée générale des sociétaires est l'organe suprême de la société coopérative. Elle est composée de tous les sociétaires.

Chaque membre dispose d'une voix (art. 885 du CO). Il peut se faire représenter par un autre associé ou par un membre de sa famille ayant l'exercice des droits civils. Pour cela, il doit être en possession d'une procuration écrite. Aucun associé ne peut représenter plus d'un autre associé. Les personnes morales sont représentées par leur administrateur et les personnes sous tutelle par leur représentant légal (art. 886 du CO). L'assemblée générale est apte à statuer quel que soit le nombre de membres présents et une participation virtuelle est admise.

Art. 23 - Convocation

L'assemblée générale ordinaire est convoquée par le conseil d'administration une fois par année dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice annuel. Elle est adressée personnellement à tous les sociétaires au moins dix jours avant, avec indication des objets figurant à l'ordre du jour.

Une assemblée extraordinaire est convoquée aussi souvent que le conseil d'administration le juge opportun ou qu'un dixième de tous les membres le sollicite. Elle est convoquée dans la même forme que l'assemblée générale ordinaire.

Art. 24 - Pouvoirs

L'assemblée générale des sociétaires est l'organe suprême de la société. Elle est apte à délibérer quel que soit le nombre de sociétaires présents. Elle est le pouvoir inaliénable et a les attributions suivantes :

- a) Adoption, modification et approbation des statuts et règlements de la société
- b) Élection et révocation du conseil d'administration et de l'organe de révision
- c) Approbation des comptes annuels et du bilan ainsi que, le cas échéant, décision sur l'attribution des excédents actifs
- d) Décharge au conseil d'administration
- e) Approbation du budget
- f) Décision sur la dissolution de la société coopérative
- g) Admission, démission et exclusion d'un membre
- h) Fixation de l'intérêt annuel à verser aux parts sociales
- i) Décision sur les objets réservés à l'assemblée générale par la loi ou les statuts.

Art. 25 - Votations, élections

Chaque associé dispose d'une voix, quel que soit le nombre de ses parts. Pour la décision sur la décharge au conseil d'administration, les membres de ce conseil n'ont pas de droit de vote. Toute assemblée générale convoquée conformément aux statuts peut délibérer valablement. Un quorum de présence n'est pas nécessaire.

Les élections et votes, en présentiel ou à distance, ont lieu à main levée. Si la loi ou les statuts n'en stipulent pas autrement, l'assemblée prend ses décisions à la majorité absolue des voix émises valables.

En cas d'égalité des voix, le président départage avec une deuxième voix lorsqu'il s'agit de décisions.

Il y a trois exceptions légales à cette règle : la majorité des 2/3 des voix émises est nécessaire pour la révision des statuts, pour la dissolution ou pour la fusion de la société.

Lors d'élections, la majorité absolue des voix émises est valable au premier tour de scrutin et la majorité relative au deuxième tour. Si aucun résultat n'est obtenu, il est tiré au sort.

B) Le Conseil d'administration

Art. 26 - Composition

Le conseil d'administration se compose de trois à sept membres, dont un président. Ils sont choisis parmi les sociétaires pour une durée de trois ans et rééligibles, mais pour une durée de douze ans maximum.

Le conseil d'administration se constitue lui-même mais le président est nommé par l'Assemblée générale.

Le Conseil d'administration peut délibérer valablement si la majorité de ses membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Il est tenu un procès-verbal des décisions prises, signé par le président et son secrétaire.

Art. 27 - Attributions

Le Conseil d'administration représente et dirige la société coopérative conformément aux dispositions légales et statutaires et aux décisions de l'assemblée générale.

Le Conseil d'administration a pour mandat la direction de la société coopérative et la surveillance de la gestion des affaires. Il représente la société coopérative vers l'extérieur et assume toutes les affaires qui ne sont pas confiées, selon la loi, les statuts ou les règlements, à un autre organe de la société coopérative.

Le Conseil d'administration a les tâches et compétences suivantes :

- a) Préparer, convoquer, diriger l'assemblée générale, établir le rapport de gestion, faire toutes les propositions utiles et exécuter les décisions de cette dernière
- b) Décider de l'admission, de la démission ou de l'exclusion des membres sous réserve de ratification par l'assemblée générale
- c) Tenir à jour les comptes et le registre des parts sociales
- d) Gérer et administrer la société, prendre toutes les décisions utiles jusqu'à un montant CHF100'000.-
- e) Négocier et conclure les contrats nécessaires, désigner les personnes chargées de la gestion, surveiller l'activité et se renseigner régulièrement sur la marche des affaires.

C) L'Organe de révision

Art. 28 – Opting-out

L'assemblée générale renonce à l'unanimité à nommer un organe de révision (opting-out) en vertu de l'article 727a al. 2 et 3 du CO.

Art. 29 - Nomination

L'assemblée générale élit pour une année au moins, 2 membres tant que vérificateurs de comptes au niveau interne.

VI Dispositions finales

Art. 30 - Révision des statuts

Le conseil d'administration ou la majorité des membres peuvent proposer la révision totale ou partielle des statuts.

Aucune décision ne peut être prise si elle n'a pas été portée à l'ordre du jour sur l'avis de convocation de l'assemblée générale, lequel doit contenir la teneur essentielle des modifications proposées.

Pour l'adoption de ces modifications, il est requis une majorité comprenant les 2/3 des voix émises.

Art. 31 - Dissolution de la société

La dissolution de la société peut-être décidée par l'assemblée générale à la majorité des 2/3 des voix émises.

Dans ce cas, l'assemblée générale décidera si la liquidation sera faite par le conseil d'administration ou par des liquidateurs désignés à cet effet.

Art. 32 - Liquidation

En cas de liquidation de la société, l'excédent du solde actif, après paiement de toutes les dettes, sera utilisé pour le remboursement des parts sociales au pro rata de leur valeur nominale ou, le cas échéant, répartis aux sociétaires proportionnellement à leurs parts.

Art. 33 - Clause arbitrale

Toute contestation entre les organes de la société et ses membres sera tranchée par un tribunal arbitral composé de trois membres soit un nommé par chacune des parties. Les deux arbitres choisiront le surarbitre. En cas de désaccord, ce dernier sera désigné par le président du Tribunal Cantonal.

Pour le surplus sont applicables les règles du concordat intercantonal sur l'arbitrage du 27 août 1969 et 1er janvier 1973 (RO 1969 1117).

Art. 34 - Publication

Les publications de la société, en dehors des avis personnels, se font par la voie du Bulletin Officiel du canton du Valais et par affichage au pilier public, pour autant que la loi n'exige pas qu'elles soient faites dans la Feuille Officielle Suisse du Commerce.

Art. 35 - Entrée en vigueur

Les présents statuts entrent en vigueur dès leur adoption par l'assemblée générale.

Pour les cas non prévus par les présents statuts, sont applicables les dispositions du titre 29 du Code des Obligations.

Ces statuts ont été approuvés en assemblée générale constitutive tenue à Chandolin le 24 mars 2021.

Page des signatures, lue et approuvées :

Alexander Dorr, 5 avril 2021

Alexander Dorr, président

François Hotz

François Hotz, secrétaire

Sylviane Pittet

Sylviane Pittet, membre avec droit de signature

Charles Pittet

Charles Pittet, membre

Stéphanie Guex

Stéphanie Guex, membre

Annie Jordan
Janin

Annie Jordan, membre

P. Hotz

Pascale Hotz, membre